

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Le présent document est réalisé dans le cadre de l'activité de la société AUM CHALET, domiciliée au 28 rue Olivier des Bordeaux, 27340 Pont de l'Arche, immatriculée 919 449 546 au R.C.S. Evreux.

Voici quelques définitions de notions utilisées dans le cadre de cette activité :

Utilisateur : toute personne qui utilise le site internet, pour le consulter, ou naviguer dessus.

Client : les personnes qui font appel aux services du prestataire.

Prestation : services professionnels effectués par la société Aum Chalet

Prestataire : désigne la société Aum Chalet.

## Article 1. Informations préalables

L'obligation préalable d'information est à respecter pour tout professionnel. Ces conditions générales de vente reprennent les mentions obligatoires prévues dans les articles R111-1 et suivants du Code de la consommation.

Les conditions générales de vente décrites ci-après détaillent les droits et obligations de la société Aum Chalet et de ses clients.

Tout utilisateur de ce site internet est tenu de consulter régulièrement les conditions générales de vente, et d'en prendre connaissance avant de procéder à tout paiement. Ce présent document vaut contrat d'adhésion et lie le client au prestataire une fois accepté.

Le droit applicable dans le cadre de ces conditions générales de vente est le droit français, de manière exclusive, en exclusion de tout autre élément d'extranéité pouvant engendrer un conflit de loi ou de juridiction internationale. Seules les juridictions françaises seront compétentes en cas de litige.

Pour les locations de salle, un autre document contenant les conditions générales et le règlement intérieur s'applique. Ce document fait partie du contrat entre les parties.

## Article 2. Indépendance des clauses et des parties

Toutes les clauses présentes dans ces conditions générales de vente sont indépendantes les unes des autres : la nullité prononcée de l'une ne vaut pas celle des autres, qui continuent de produire leur plein effet. La nullité d'une des clauses ne peut pas menacer la survie du contrat d'adhésion pris entre les parties.

Les parties acceptent de conserver leur indépendance, et reconnaissent que ce partenariat ne vaut ni contrat de travail, ni pacte d'associés, ni pacte d'actionnaires. Cette collaboration professionnelle ne vaut aucunement fusion, scission ou création

d'une nouvelle forme de société. Les partenaires n'acquièrent aucunement de titres, d'actions ou de parts sociales dans leurs sociétés respectives, sur la base de cet engagement contractuel, sauf en cas de dispositions particulières contraires entre les parties.

### Article 3. Services

Les services proposés par le prestataire sont dans le domaine du bien-être et de l'accompagnement à la reconstruction personnelle suite à des traumatismes. Pour cela, ses prestations sont proposées sur le site internet (<https://aumchalet.fr>) :

- Un **programme d'aide à la reconstruction suite à violence** : « Se reconstruire après des violences psychologiques »  
*Contenu : Un mélange d'ateliers collectifs et de séances individuelles ayant pour objectif la reconstruction personnelle de la personne, de diminuer les tensions du corps et d'apaiser l'esprit pour mener une vie plus sereine face aux événements traumatiques passés.*
- Des **massages bien-être** (kobido, amma assis, massage énergétique...)  
*Contenu : Différents types de massages sont proposés. Ceux-ci sont basés sur des pratiques issues de la médecine traditionnelle chinoise utilisant les méridiens énergétiques.*
- Des **ateliers collectifs**  
*Contenu : ateliers collectifs permettant de pratiquer une activité de bien-être en groupe.*
- La **location de salle**  
*Contenu : les salles peuvent être louées à des professionnels ou des particuliers pour des activités de bien-être ou l'organisation d'évènements. Les détails sont à étudiés avec la gérante du Aum Chalet et font l'objet de devis en fonction des demandes. Si un contrat est réalisé, celui-ci fait foi. A défaut, ces conditions générales de vente sont applicables.*

Si nécessaire, le prestataire se réserve le droit de modifier le contenu des services, en appliquant des modalités particulières, afin de répondre au mieux aux besoins du client.

Le prestataire peut décider de modifier librement ses offres et services pour l'avenir.

## Article 4. Ouverture

Le Aum Chalet est ouvert en fonction des activités qui s'y déroulent. Vous pouvez contacter la gérante par téléphone pour être sûr que le local est ouvert.

Le rythme d'activité de l'entreprise repose sur le planning hebdomadaire suivant :

- Lundi : 9h-12h / 13h30-18h
- Mardi : 9h-12h / 13h30-18h
- Mercredi : 9h-12h / 13h30-18h
- Jeudi : 9h-12h / 13h30-18h
- Vendredi : 9h-12h / 14h-17h
- Samedi : 9h-12h

En dehors de ces créneaux, il n'est pas possible de joindre le prestataire ou d'avoir un rendez-vous.

La durée de traitement des demandes par le prestataire est estimée à 72h ouvrables.

Le prestataire n'accepte aucune mission dans l'urgence.

## Article 5. Réservation et rétractation

Pour confirmer sa volonté de bénéficier des services du prestataire, une demande doit se réaliser par le biais du site internet, d'un mail, d'un réseau social ou d'un appel téléphonique, pour être prise en compte.

Ensuite, le prestataire prend le temps d'étudier les demandes avec soin, et se réserve le droit de refuser une collaboration si les problématiques rencontrées ne sont pas compatibles avec ses missions, ou en cas de motifs légitimes invoqués, en application de l'article L121-11 du Code de la Consommation.

Dans le cas où la prestation peut être exécutée, le client doit procéder au paiement du service en se rendant sur le site du prestataire ou lui remettre un paiement en direct.

Conformément aux dispositions de l'article L.121-21 du Code de la consommation, en cas de vente à distance, le client dispose d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de son inscription, c'est-à-dire de la réception du premier paiement, sans avoir à justifier de motifs, ni à payer de pénalités.

Le client est informé qu'il renonce expressément à son droit de rétractation dès qu'il se présente à la séance qu'il a réservée.

## Article 6. Politique tarifaire

Pour accéder aux services du prestataire, il faut s'acquitter du paiement correspondant aux prix indiqués lors de la validation de la demande sur le site internet.

Les moyens de paiement acceptés par le prestataire sont les paiements par espèces, par chèques, par cartes bancaires et par virements.

La somme correspondant au montant dû pour la prestation reste exigible à la date de la demande, ou au plus tard lors de la séance ou de l'atelier pour les prestations en présentiel. Pour certaines activités le montant de la prestation peut être demandée de manière anticipée afin de réserver la séance (collective ou individuelle).

Pour le programme d'accompagnement à la reconstruction suite à violences, il peut être réglé en plusieurs fois, soit par plusieurs chèques qui seront remis au départ de l'accompagnement et déposés selon l'accord entre le prestataire et le client, soit par un règlement en plusieurs fois par la plateforme de paiement présente sur le site internet.

Pour les professionnels, la somme est due au plus tard sous 15 jours après réception de la facture.

Le prestataire est exonéré de la TVA en application des articles 151 et 293 B du Code Général des Impôts. Le prestataire s'accorde le droit de modifier ses tarifs à tout moment.

Les tarifs proposés dans le cadre de réductions et les promotions accordées sont définis ou accordés par le prestataire dans un délai déterminé. Aucun escompte ni acompte ne sera consenti en cas de paiement anticipé. Les pénalités de retard sont de 40€.

Le montant des indemnités pour frais de recouvrement est de 40€.

## Article 7. Exécution de la prestation

Les prestations proposées sont réalisées au cabinet AUM CHALET, à partir des informations communiquées et diligentées par les délais fixés entre les parties. Pour le bon déroulement de la prestation, les parties échangeront par mail ou appel téléphonique si nécessaire.

Il est rappelé que les prestations réalisées par la société Aum Chalet n'ont aucun caractère médical et ne remplacent en aucun cas un suivi médical ou psychologique chez un professionnel.

## Article 8. Obligations respectives

Le prestataire est soumis à une obligation de moyens dans le cadre de la réalisation de sa prestation, conformément au droit commun des contrats.

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour répondre aux besoins pour lesquels il a été sollicité par ses clients.

Le client s'engage à dialoguer avec intelligence, à fournir un détail précis de ses attentes afin d'orienter au mieux le prestataire dans la réalisation de ses missions.

Le client s'engage à verser la somme due au titre la prestation réservée.

## Article 9. Limitations de responsabilité

En cas de force majeure ou à la suite d'un événement fortuit, le prestataire ne saurait être tenu pour responsable à l'égard des clients. Ces derniers seront informés, par tout moyen, des suites de ces événements. La force majeure est entendue comme étant un événement extérieur, imprévisible et irrésistible.

La responsabilité du prestataire ne saurait être engagée en cas de force majeure, ou de faute lourde ou intentionnelle du client dans le cadre de la réalisation de la prestation.

## Article 10. Données personnelles

Le prestataire s'engage à traiter les données personnelles de ses clients à des fins professionnelles et pour ses missions prévues dans le contrat.

Le client dispose d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données, ou de limitation du traitement, conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018). Toute réclamation à ce sujet doit être portée, de préférence, directement auprès du prestataire, afin de trouver une solution adaptée.

En cas de différend, le client peut librement le signaler à la CNIL, avec les informations légales en sa possession sur l'identité du prestataire ; au Préambule des présentes conditions générales de vente.

La durée de conservation et d'utilisation des données personnelles ne pourra pas excéder 3 ans, à compter de la première obtention de ces derniers.

Merci de consulter la politique de confidentialité, prévue à cet effet, disponible sur le site internet (<https://aumchalet.fr>).

## Article 11. Propriété intellectuelle

Cette clause est rédigée en stricte application du Code de la propriété intellectuelle. Les éléments fournis par le prestataire dans le cadre de ses missions restent de l'ordre de sa propriété intellectuelle. Tous les droits de reproduction, modification et de diffusion sont réservés. La reproduction, partielle ou totale, ne peut être effectuée sans l'accord exprès du prestataire. Chaque support de travail et de communication (papier, numérique, électronique, oral...) reste sous la propriété intellectuelle et le droit d'auteur du prestataire.

Le client s'engage à ne pas utiliser, transmettre ou reproduire tout ou partie de ces documents en vue de l'organisation ou de la réalisation de prestations connexes ou similaires à l'activité du prestataire.

Il est strictement interdit au client de procéder au don ou à la revente des supports de travail délivrés par le prestataire, sous peine de poursuites judiciaires.

Il est strictement interdit de publier tout ou partie des documents sur des forums, groupes Facebook, ou tout autre réseau social, sous peine de poursuites judiciaires.

## Article 12. Discrétion et secret

Les parties s'engagent réciproquement à respecter une politique de secret et de discrétion professionnelle dans le cadre de cette collaboration, et ne pourront fournir d'informations à caractère privé ou non public concernant l'autre partie.

En cas de différend, les parties restent tenues par cette obligation de secret professionnel et de discrétion, et violent le présent contrat s'ils ont un discours public de nature à porter préjudice à l'autre partie en cause.

## Article 13. Délai de rétractation

Pour bénéficier immédiatement des services proposés, le client renonce expressément à l'exercice de son droit de rétractation, prévu à l'article L121-20 du Code de la Consommation. En application de ces dispositions législatives, le client ne pourra pas bénéficier du délai de rétractation de 14 jours s'il souhaite commencer la prestation dès la réservation.

Le client reconnaît, en acceptant ces présentes conditions générales de vente, que la renonciation expresse est la seule condition pour pouvoir bénéficier des services proposés par le prestataire de services, avant l'expiration du délai légal de rétractation de 14 jours, lors des accords conclus à distance.

La renonciation expresse du client est également obligatoire pour pouvoir bénéficier de services d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques lorsqu'ils ont été descellés par le consommateur après la livraison, en application du Code de la Consommation, pris en son article L221-28.

## Article 14. Annulation

Pour les prestations de massages, atelier collectif ou atelier parent/enfant ou de location de salle :

- Le client peut annuler sa prestation, à condition de prévenir le prestataire par écrit au moins 48h avant la date prévue, pour bénéficier d'une annulation sans frais et d'un remboursement de 100% des sommes versées.
- Dans le cas où la demande d'annulation est formulée moins de 48h avant la date fixée de la première séance, le remboursement s'effectuera à hauteur de 70% du prix total.

Pour le programme d'accompagnement à la reconstruction suite à violences, voir article 16 Résiliation.

Toute demande d'annulation doit être communiquée au prestataire

- par courrier postal : AUM CHALET 28 rue Olivier des Bordeaux, 27340 Pont de l'Arche
- ou par le biais d'un mail avec accusé de réception à l'adresse : [margot@aumchalet.fr](mailto:margot@aumchalet.fr).

## Article 15. Report

Toute demande de report de prestation individuelle doit être adressée par email au prestataire, au minimum 6 heures avant l'heure prévue. Au-delà de ce délai, aucune demande de report de participation ne sera retenue. Dans tous les cas, la prestation restera due à hauteur de 30%.

Le prestataire peut également être amené à reporter les dates de réunions ou le calendrier d'exécution de la prestation. Dans ces cas, il s'engage à informer par écrit le client dans les plus brefs délais. Le client qui ne serait pas disponible sur ces nouveaux créneaux bénéficierait d'un report sans frais de réunion ou de nouvelles dates de prestations, jusqu'à 3 mois après le report programmé.

## Article 16. Résiliation

### **Pour une résiliation d'un programme d'accompagnement à la reconstruction suite à violences**

Toute demande de résiliation doit se faire par écrit :

- par courrier postal : AUM CHALET 28 rue Olivier des Bordeaux, 27340 Pont de l'Arche
- ou par le biais d'un mail avec accusé de réception à l'adresse : [margot@aumchalet.fr](mailto:margot@aumchalet.fr).

L'absence de participation à une ou plusieurs séance(s) collective(s) ou individuelle(s) ne vaut pas résiliation du programme, elle ne fait pas l'objet d'un quelconque remboursement.

Les modalités de résiliation sont les suivantes :

- Dans le cas où la demande de résiliation est reçue au moins 48h avant la première séance individuelle et avant la première séance collective, la somme forfaitaire de 50€ sera due pour les formalités de réservation et d'annulation.
- Dans le cas où la demande de résiliation intervient par écrit dans les 15 premiers jours suivant le premier jour du programme, ceci est considéré comme un essai facturé la somme correspondant à 1/8<sup>ème</sup> du montant total du programme, le remboursement réalisé sera donc de 7/8<sup>ème</sup> du montant total du programme.
- Dans le cas où la demande d'annulation est reçue au-delà des 15 premiers jours suivant le premier jour du programme, le remboursement sera réalisé en fonction de la date de demande par rapport à la date de démarrage du programme. La base de calcul sera le tarif à la semaine (coût à la semaine = coût total / nombre de semaines du programme). Les semaines passées dans le programme et la semaine en cours sont dues en totalité. La moitié du montant des semaines restantes est due. Le remboursement sera alors de 50% des semaines entières restantes.

### **Pour une résiliation d'un contrat de location**

Pour résilier le contrat de location, la partie à l'origine de la demande doit le signifier par écrit à l'autre partie, par mail ou courrier, et respecter un délai de préavis d'un mois à compter de la date de réception de la lettre de résiliation.

## Article 17. Retours client

Afin d'améliorer les services proposés, le prestataire peut demander aux clients un retour statistique sur ses prestations à des fins professionnelles (sur ses supports de communication, pour rendre un rapport d'analyse commercial de ses pratiques...).

Le prestataire peut revenir vers le client, après une prestation, pour lui proposer de remplir un questionnaire de satisfaction client, qui sera utilisé uniquement à des fins professionnelles, et dans le respect de la politique de protection des données personnelles de ce présent document.

Le prestataire peut diffuser des témoignages vidéos, audios et extraits de conversation avec le client, capture d'écrans, reproduction d'échanges SMS ou mail, afin de promouvoir son activité en ligne, sans dévoiler de données personnelles permettant son identification, sauf en cas d'autorisation expresse de sa part.

Conformément à l'article 9 du Code civil, tous les clients ont le droit à la protection de leur image, dont leur voix, et leur vie privée. L'utilisation de photographies, audios et vidéos les concernant doit faire l'objet d'une cession de droit à l'image consenti par écrit. La cession des droits d'images consentie par le client est valable pour 10 ans à compter de son autorisation écrite.

Le droit à l'image cédé vaut sur tous les supports écrits, audios et vidéos nécessaires afin de promouvoir les services réalisés par le prestataire, réaliser des contenus publicitaires ou de prospection, sur tout support de quelque nature que ce soit. L'exploitation des supports concernés par le droit à l'image est restreinte à l'Union européenne.

## Article 18. Contentieux

### **Pour une réclamation**

En cas de différend entre le prestataire et un de ses clients, ce dernier doit lui adresser une réclamation par écrit. Le prestataire dispose de deux semaines pour effectuer un retour par écrit. Si aucune solution proposée ne convient au client, les parties s'efforceront de trouver une issue favorable, à l'amiable, avant toute procédure judiciaire.

### **Pour un litige contractuel**

En cas de litige, la clientèle professionnelle s'engage à saisir la voie de l'amiable, avant toute procédure judiciaire. La clientèle non professionnelle peut saisir gratuitement le centre de médiation compétent pour traiter les litiges relevant de la responsabilité du Prestataire nommé.

Dans tous ces cas de figure, les différends et litiges doivent rester strictement confidentiels et ne peuvent pas faire l'objet d'une crise médiatique causée par l'une des parties.

Dans le cadre d'un litige, et en l'absence de solution amiable, le Tribunal compétent est celui du ressort de la Cour d'appel du prestataire, hors dispositions légales contraires.

Date de la dernière mise à jour : 12/10/23